

Un pacte social européen, seul rempart contre l'illibéralisme

Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga-Colège d'Europe et directeur général honoraire à la Commission européenne.

■ Sans répartition consentie des quotas de réfugiés, l'unité de l'espace Schengen sinon du marché intérieur lui-même, ne tiendra pas. L'existence de l'Europe est en jeu.

S'ajoutent au Brexit, qui en était le prétexte initial, trois autres raisons de refonder l'Europe dont le Conseil européen doit délibérer le 29 juin: d'abord, la sécession américaine sur le commerce et sur l'Otan pose le problème de l'autonomie stratégique en termes nouveaux, en l'occurrence celui d'une défense commune intégrée; ensuite, la menace climatique se resserre brusquement et appelle à la fois une planification énergétique à l'échelle de l'Europe et une action déterminée dans le monde; enfin, la montée des inégalités nourrit l'anxiété des classes moyennes et populaires et frappe l'Europe du soupçon de parti pris pour les gagnants de la mondialisation et du progrès technologique.

Ce soupçon est fondé et c'est le problème le plus grave. La peur des migrants n'en est que le symptôme. Mais c'est bien l'immigration, par son urgence, qui s'impose comme préalable à un compromis sur la refondation de l'UE-27. Peut-être d'ailleurs va-t-elle le bloquer jusqu'au lendemain des élections régionales en Allemagne cet automne.

Le risque d'éclatement

La question de l'immigration conditionne le maintien de la libre circulation des personnes en Europe: sans répartition consentie des quotas de réfugiés, sans bouclage effectif des frontières extérieures, sans gestion réaliste de l'immigration économique, sans co-développement avec l'Afrique, l'unité de l'espace Schengen, sinon du marché intérieur lui-même, ne tiendra pas. C'est donc bien l'existence de l'Europe qui se joue ici.

Le risque d'éclatement doit rela-

tiviser la difficulté du dossier migratoire malgré son extrême sensibilité: les raisons géopolitiques, économiques, sociales, environnementales et même foncièrement culturelles (y compris la préservation de la diversité) qui commandent la marche de l'Europe vers son unité en ce début de XXI^e siècle, ne peuvent être tenues en échec par des considérations souvent provinciales et anachroniques, exacerbées par des démagogues pourtant sans réponse véritable à l'insécurité des populations.

Car comment s'y prendront les Etats isolés pour résister à la pression migratoire? Leur transformation en petites citadelles sécuritaires et du coup autoritaires les conduirait à l'asphyxie économique. Aux leaders de le faire comprendre à leurs peuples. Mais l'immigration n'est que le sommet de l'iceberg.

La demande de protection

Si l'Europe entend contenir la marée montante du populisme qui pourrait déferler en tsunami illibéral et souverainiste sur le Parlement européen à l'occasion du scrutin de l'été prochain, bloquant ainsi la gouvernance de l'UE, elle doit absolument répondre à la demande de protection qui monte vers elle sous peine de devenir irrelevante. Cette demande va au-delà de la question des migrants.

Car les citoyens (et peut-être surtout les électeurs des partis populistes dépités à juste titre par l'inertie des partis classiques) ne s'y trompent pas. Ils ont compris que seule l'Europe détient la clé de la sécurité contre le terrorisme, contre le déclassement social qui menace la classe moyenne, contre l'immigration incontrôlée rendue

intolérable par le chômage et par la précarité qui le remplace souvent, contre la menace climatique et la perte de biodiversité qui se font déjà réalité au quotidien, témoins la violence des orages et la disparition des abeilles et des passereaux dans nos campagnes, et enfin contre le risque de chaos du monde multipolaire en gésine. Encore faut-il à l'Europe forger cette clé et

oser s'en servir en ouvrant, par l'abandon de l'unanimité, la possibilité d'une alternance des politiques qui est dans l'essence du principe démocratique.

L'immigration : l'agression de trop

Le fond de l'air en Europe est favorable au populisme et donc à la montée de l'illibéralisme parce qu'il y a eu changement du paradigme distributionnel, c'est-à-dire du mode de répartition du revenu et de la richesse sous l'effet combiné de la technologie, de la mondialisation et de l'hypertrophie de la finance. Il y a rupture de fait du pacte social en Europe, jusqu'ici l'affaire des Etats, mais dorénavant aussi l'affaire de l'Europe qui s'y soustrait.

Avec la mondialisation, le capitalisme devenu global et financier, et désormais anglo-saxon, n'a plus de frontières et arbitre entre les Etats; ensuite le travail non qualifié, vulnérable de surcroît aux chocs technologiques et à la crise de l'éducation, est scotché aux territoires et exposé au dilemme des délocalisations ou des baisses de salaires; enfin les Etats sont désormais d'un côté pris dans la course au moins-disant social et fiscal pour attirer l'investissement étranger mobile

et, de l'autre, contraints à l'austérité budgétaire et salariale par leur récent surendettement.

Quand l'immigration, utile et nécessaire en raison de notre vieillissement, vient s'ajouter à ce cocktail à haut potentiel explosif, elle est vécue comme l'agression de trop. En réalité nous vivons un dérèglement de la relation entre capitalisme et démocratie, la politique se trouvant soumise à la dynamique puissante des marchés. La meilleure illustration en est sans doute l'accélération de la détérioration de l'environnement qui semble échapper à notre contrôle malgré les avancées et les promesses de la technologie.

Un référendum devient nécessaire

L'Europe seule a la capacité d'enrayer cette spirale. Ce n'est pas d'une Europe sociale dont on a besoin, car elle ne serait qu'un emplâtre sur la jambe de bois du néolibéralisme dominant, mais d'un véritable pacte économique, social et environnemental européen en rupture précisément avec le laissez-faire néolibéral. Il s'agit de réappairier capitalisme et démocratie en Europe. Ce pacte implique une régulation raisonnée du capitalisme (notamment par la réforme du statut de l'entreprise), un res-

serrement de la finance, une fiscalité effective des multinationales, un rééquilibrage de l'eurozone vers la croissance et la convergence, la restructuration des dettes souveraines excessives, l'internalisation des coûts climatiques et de la perte de biodiversité, y compris la fin du low cost aérien carboné, le vélo en ville et le verdissement de la PAC.

Bien entendu, cet agenda demande l'abandon de l'unanimité et donc la révision des traités, perspective difficile, mais jouable. Un référendum européen devient nécessaire. Il faut s'y préparer.

**Seule l'Europe
détient la clé de
la sécurité contre
le terrorisme,
contre
le déclassé-
ment social qui menace
la classe moyenne,
contre
l'immigration
incontrôlée.**